

Chambre des représentants	Kamer van volksvertegenwoordigers
Question Parlementaire	Parlementaire Vraag
Document : 54 2016201715735	Session / zitting : 20162017 (SO) 20162017 (GZ)
Dépôt / Geregistreerd : 06/04/2017	Auteur : JADIN Katrin

Départements interrogés Bevraagde departementen	N° de question Vraagnummer	Fin délai Einde termijn
5 V.E.M. en M. Buitenlandse Zaken en Europese Zaken V.P.M. et M. Affaires étrangères et européennes	1021	16/05/2017

### **La situation dans la péninsule coréenne (QO 17233).**

La Cour constitutionnelle sud-coréenne a prononcé la destitution de la présidente Park Geun-Hye en raison de soupçons de corruption. Cette destitution intervient dans un contexte international instable.

Le lancement de quatre missiles le 8 mars 2017 par la Corée du Nord a ravivé les tensions dans la péninsule. Plus tôt en février, des manoeuvres conjointes avaient été menées par les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon. Ces opérations sont les premières depuis plusieurs années.

En réaction aux tirs provenant de la Corée du Nord, les États-Unis ont déployé le système de missiles antibalistiques "Thaad". Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a demandé à la Corée du Nord la suspension de son programme nucléaire, mais également aux États-Unis de stopper leurs manoeuvres militaires en Corée du Sud. La Chine semblerait depuis lors jouer un rôle de médiateur pour désamorcer cette crise diplomatique.

1. L'affaiblissement de la Corée du Sud suite à la destitution de sa présidente peut-il contribuer au renforcement des revendications du régime de Pyongyang? La Corée du Nord a-t-elle de nouveau fait part de ses intentions de poursuivre ses représailles?

2. Quelle est la position japonaise dans cette crise diplomatique? Le Japon a-t-il manifesté son intérêt à poursuivre des manoeuvres militaires conjointes avec les États-Unis et la Corée du Sud? Peut-on s'attendre à un renforcement de la coopération militaire entre ces trois parties?

3. La Chine est intervenue dans ce dossier auprès des deux parties. Peut-on s'attendre à l'accroissement de son rôle diplomatique dans la péninsule? La Chine peut-elle se considérer à l'avenir comme un médiateur raisonnable sur ce dossier? Quelle a été la réaction des États-Unis suite à la demande de Pékin? Les États-Unis sont-ils enclin à s'accorder avec leur homologue chinois?

**Question écrite n° 1021 : Kattrin Jadin**  
**La situation dans la péninsule coréenne**

---

La Corée du Nord a procédé au tir de quatre missiles balistiques le 6 mars dernier [et non pas le 8], après le lancement d'un missile balistique à portée intermédiaire mobile le 12 février.

Cette dernière provocation ne constitue pas vraiment une surprise, le leader nord-coréen Kim Jong Un ayant averti qu'il n'allait pas laisser débiter sans réaction les deux exercices militaires américano-sud-coréens qui ont traditionnellement lieu au printemps, en l'occurrence Key Resolve et Fowl Eagle.

Il est toujours difficile d'interpréter les motifs de Pyongyang, mais ces tirs ne semblent pas être liés aux récents développements politiques en Corée du Sud que vous mentionnez. Ces essais rentrent plutôt dans la logique nord-coréenne de manifestation de force face aux exercices militaires des Alliés au sud de sa frontière.

La Corée du Sud et les Etats Unis ont, par ailleurs, mené des exercices conjoints avec le Japon du 12 au 14 mars avec pour objectif de dissuader la Corée du Nord et de démontrer leurs capacités d'intercepter les missiles balistiques. D'une manière plus générale, depuis la guerre de Corée, le Japon s'inscrit dans la stratégie sécuritaire régionale. En particulier dans ce dossier, le Japon ne semble pas épargné car selon son Ministère de la Défense, 3 des 4 missiles tirés le 6 mars dernier se sont d'ailleurs abîmés dans la zone économique exclusive du Japon.

La Chine plaide pour la reprise des *six party talks* suspendus depuis 2008. Selon Pékin, la nécessaire première étape consisterait en une suspension du programme de missiles nucléaires par la Corée du Nord en même temps qu'une suspension des exercices militaires US/RoK visant la Corée du Nord. Vu le manque de confiance entre les parties concernées, cette proposition est restée sans suivi. Bien que la Chine n'accepte pas que la Corée du Nord devienne une puissance nucléaire, elle est d'avis que le souci de sécurité de Pyongyang est légitime. Elle ne met pas en doute le caractère illégal du programme nord-coréen mais y voit uniquement une réponse à l'inégalité des arsenaux de ce type. Pour Pékin seuls Washington et Pyongyang disposent des clés du dossier; la Chine considère dès lors sa capacité de médiation limitée. Chine et USA ont eu l'occasion d'évoquer ce dossier lors de la visite du Secrétaire d'Etat Tillerson à Pékin – qui suivait une visite à Tokyo et Seoul.

**Didier Reynders**  
**Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères**